

Repenser global, penser local

Respectable Loge, Reconnaissance et Amitié, Orient d'Ancenis, Région 9

Une question est sous-jacente : Entre individu et société, où est encore le citoyen ?

Nous sommes à la fois Francs-Maçons mais aussi citoyens à divers degrés dans le monde actuel et notre réflexion actuelle nous impose de penser avec nos outils pour ensuite, de notre place, pouvoir agir selon nos engagements et nos responsabilités sur le terrain, pour porter à d'autres échelons nos propositions. Il nous faut dissocier ce qui doit et peut se faire dans un temps court et ce qui ne peut se mettre en place que dans le temps long.

La question des libertés et des valeurs

Le GODF a une tradition de démocratie interne, mais également de défense des droits fondamentaux. Il s'en est institué le garant. Or, et sans que cela soit nouveau, sous couvert de lutte anti-terroriste, des fortes dispositions législatives présentées au départ comme exceptionnelles, sont restés dans le droit commun.

Le 1er travail du GODF ce sera de peser de tout son poids pour que l'on rende au peuple les libertés supprimées dans un contexte exceptionnel tant d'un point de vue sanitaire que de lutte contre les extrémismes de tous ordres, et, s'il s'agit de la sécurité collective, de veiller à la consolidation des garanties.

Il est proposé de créer une cellule de « veille » au sein de l'Obéissance afin de surveiller la restitution des droits fondamentaux.

La transmission est au cœur de la Franc-maçonnerie :

Quelles valeurs défendons-nous ?

Quel respect à la fois des individus et des règles pour vivre en société ?

Quelle nature laissons-nous ?

Qu'est ce qui est marchand et qui ne devrait pas l'être ?

Tout ce qui touche le bien-être vital de l'homme ne doit pas être marchand.

Le temps : Notre monde actuel est celui du « en même temps » qui nivelle tout, le prioritaire et l'accessoire.

Comment redonner ce temps de réflexion, sortir de l'émotionnel véhiculé par les médias ?

La question de l'indépendance et de la coopération

Indépendance dans tous les secteurs stratégiques notamment dans les filières industrielles et agroalimentaires.

Casser les chaînes logistiques mondialisées pour revenir à la politique de filière. Maintenir sur le territoire national ou européen, tout ce qui rentre dans les valeurs stratégiques nécessaires à la population, à l'économie, à la défense et au final à l'emploi.

Exemples :

Filières liées à la santé : industrie pharmaceutique, matériel médical, laboratoires de recherche

Filières industrielles liées aux savoir-faire technologiques qui permettent de maintenir des emplois et de contrôler la qualité

Coopération dans le domaine de la défense, de la justice, de la sécurité, harmonisation des politiques sociales liées à l'emploi (salaires et droits) déjà au niveau européen.

Redonner au service public sa place dans les domaines du soin, de la prise en charge des personnes âgées, de l'enseignement

La question de la gestion des biens communs

Ce domaine touche à la qualité de l'environnement et il n'y a pas de frontières.

L'agriculture est l'exemple même d'une activité humaine qui touche l'ensemble des ressources :

Air, eau, terre, feu

L'agriculture productiviste en vigueur (notamment en France) non seulement montre ses limites (les rendements stagnent, épuisement des sols, introduction d'OGM qui eux-mêmes plafonnent), mais, de surcroît, elle empoisonne la planète et les agriculteurs avec. La France est d'ailleurs malade de ses pesticides ainsi que des cultures mal adaptées comme le maïs, qui épuise les ressources en eau.

L'agriculture bio est évidemment l'idéal, mais elle s'adresse à, une clientèle aisée et ne saurait, du fait de ses rendements plus limités, produire assez pour tous. Alors que faire ?

Le principe de « l'agriculture intégrée » prône des pratiques agricoles menant à des aliments de qualité en utilisant des moyens naturels et des mécanismes régulateurs proches de ceux qui existent dans la nature, pour remplacer les apports (intrants) polluants et coûteux, et pour assurer une agriculture visant le développement durable. Cette notion a été développée par l'INRA et s'internationalise.

Les cultures vivrières doivent être prioritaires dans l'ensemble des pays et être adaptées aux conditions climatiques

Nos modes de consommation individuels doivent pouvoir évoluer et cela passe par l'éducation. La période du confinement nous a tous amenés à changer nos pratiques et à réfléchir à la proximité de production de qui est dans nos assiettes.

Des pratiques anti-gaspillages émergent et sont mises en place progressivement individuellement et de plus en plus au niveau des communes et sous la pression des consommateurs : aliments, emballage (qualité et quantité), gestion des déchets, recyclages...

Toujours l'individu citoyen et la force de mobilisation du nombre.

La question du contrôle

Que contrôlent les États et les divers échelons décisionnaires et qui contrôle leurs représentants ?

La fiscalité : interroger les pratiques financières et fiscales, en finir avec les paradis fiscaux

Les transports : Maillage des territoires, qui décide ? qui paie ? quelles priorités (route fer, air ?)

Les aides aux entreprises : contrôle strict des programmes et des résultats dès le 1er euro octroyé.

Transparence des votes de nos représentants depuis l'échelon municipal aux instances internationales, possibilité de révocation

Démocratie participative : le citoyen doit jouer son rôle dans la cité, accepter les contraintes et les choix à opérer dans une optique de sens, de vérité et de responsabilité.